

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 21 décembre 2020**

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>80</b>	<b>57</b>	<b>23</b>

N° de la séance : 49

Objet de la délibération : Direction des  
Ressources Humaines - Protection sociale  
complémentaire - Actualisation

- ☒ Original  
▪ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2020.280

Date de la convocation :


**Le 15/12/2020**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **22 DEC. 2020**

de la réception s/Préfecture  
en date du **22 DEC. 2020**

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

L'an deux mil vingt et le 21 décembre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de décembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Carole BONAUT, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Hassan EL JAZOULI, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

**PROCURATIONS :**

François WYSZKOWSKI à Eric MELE, René TRASTOUR à Alexis ARGENTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Bernard GARNIER à Céline LAMBIN, Yves DAHAN à Hassan EL JAZOULI, Audouin RAMBAUD à Eric DUPLAY, Serge AMAR à Jacques GENTE, Nathalie DEPETRIS à Anne-Marie BOUSQUET, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN à Alexia MISSANA

**ABSENTS :**

Jean-Bernard MION, Emmanuel DELMOTTE, Monique GAGEAN, François ZEMA, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Laurent CHARTIER, Françoise THOMEL, Olivia LEVINGSTON, Valérie ROLLAND, Marc BORIOSI, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Alain BERNARD

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Alexia MISSANA**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Monsieur POMA,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

**Vu** la loi n°84-83 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**Vu** le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents,

**Vu** la délibération de la CASA n°CC.2013.040 du 18 mars 2013 relative à la mise en place de la participation employeur à la protection sociale complémentaire,

**Vu** la délibération de la CASA n°CC.2019.059 du 1<sup>er</sup> avril 2019 portant actualisation des montants de la participation employeur à la protection sociale complémentaire,

**Vu** l'avis du Comité Technique en date du 30 novembre 2020,

Selon les dispositions de l'article 22 bis de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents et salariés qu'elles emploient souscrivent. La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités.

Sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires actifs ou retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues ou vérifiées dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence.

## **1 – Les bénéficiaires :**

Conformément au décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011, la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics bénéficie aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé.

Il convient aujourd'hui d'ouvrir cette participation à la protection sociale complémentaire, aux bénéficiaires suivants :

- Les fonctionnaires stagiaires et titulaires,
- Les agents contractuels de droit public,
- Les agents de droit privé (contrats aidés, apprentis...)

## **2 – Dans le domaine de la santé :**

La collectivité participe depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2013 au financement des contrats et règlements labellisés auxquels les agents et salariés choisissent de souscrire.

Dans le but d'un intérêt social, la collectivité a souhaité moduler sa participation, en prenant en compte le revenu des agents et salariés et leur situation familiale. Le quotient familial est ainsi retenu comme le critère de modulation pour la participation individuelle de l'administration.



En application des critères retenus, le montant mensuel de la participation est fixé comme suit :

Niveau de coefficient familial constaté au 01/01 de l'année (tranches fixées par le ministère des finances chaque année)	Montant de l'aide brute par mois * (en euros)
QF 1	40
QF 2	30
QF 3	20
QF 4	5
QF 5	1

*\*dans la limite du montant de la cotisation*

### **3- Dans le domaine de la prévoyance :**

La collectivité participe depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2013 au financement des contrats et règlements labellisés auxquels les agents et salariés choisissent de souscrire.

Dans le but d'un intérêt social, la collectivité a souhaité moduler sa participation, en prenant en compte le revenu des agents et salariés et leur situation familiale. Le quotient familial est ainsi retenu comme le critère de modulation pour la participation individuelle de l'administration.

En application des critères retenus, le montant mensuel de la participation est fixé comme suit :

Niveau de coefficient familial constaté au 01/01 de l'année (tranches fixées par le ministère des finances chaque année)	Montant de l'aide brute par mois* (en euros)
QF 1	15
QF 2	15
QF 3	10
QF 4	5
QF 5	1

*\*dans la limite du montant de la cotisation*

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'adopter l'ouverture de la participation à la protection sociale complémentaire pour de nouveaux bénéficiaires :
  - Les fonctionnaires stagiaires et titulaires,
  - Les agents contractuels de droit public,
  - Les agents de droit privé (contrats aidés, apprentis...),

étant entendu que les montants de participation mensuelle restent inchangés.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, ADOPTE** l'ouverture de la participation à la protection sociale complémentaire pour de nouveaux bénéficiaires :

- Les fonctionnaires stagiaires et titulaires,
- Les agents contractuels de droit public,
- Les agents de droit privé (contrats aidés, apprentis...).

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 21 décembre 2020  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 21/12/2020  
Numéro : CC\_2020\_280  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Protection sociale complémentaire - Actualisation  
Matière : 4.1 - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.

**Interlocuteur**

Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : K2sR38d

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 22/12/2020  
Identifiant : 006-240600585-20201221-CC\_2020\_280-DE

**Acte reçu**

Date : 21/12/2020  
Numéro interne : CC\_2020\_280  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 4  
Code matière 2 : 1  
Objet : Protection sociale complémentaire - Actualisation  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20201221-CC\_2020\_280-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 0

N